

PARIS



BRIEF

MONTHLY NEWSLETTER OF THE EMBASSY OF THE ISLAMIC REPUBLIC OF AFGHANISTAN IN FRANCE

Félicitations pour le 14 juillet et remerciements à la France

A l'occasion de la célébration de la fête nationale de la République française le 14 juillet, aux valeurs desquelles cette Ambassade s'associe, elle tient à présenter ses sincères félicitations au gouvernement français et au peuple ami. L'ambassade de la R.I. d'Afghanistan en France – Délégation permanente auprès de l'UNESCO se réjouit de l'heureuse existence d'une relation fraternelle et amicale presque centenaire.



Tout en souhaitant à la France la richesse, la prospérité, et de voir renforcer la coopération existante entre les deux pays, l'ambassade de la R.I. d'Afghanistan renouvelle ses remerciements à la République française et aux Français pour sa fidèle et solide présence aux côtés de l'Afghanistan et des Afghans afin de défendre la justice et la liberté, en tant qu'amis sincères. L'Afghanistan est fier et heureux de pouvoir compter sur la France, comme par le passé, pour l'aider à défendre la démocratie et à freiner l'avancée des combattants fondamentalistes-radicaux et éviter ainsi un retour en arrière de 20 ans.

L'Ambassade de la R.I. d'Afghanistan en France — Délégation permanente auprès de l'UNESCO saisit cette occasion pour renouveler ses souhaits de prospérité et de richesse à la République Française et aux Français.



Rencontres diplomatiques sur fond de violence des talibans

« *L'environnement a changé, nous sommes confrontés à l'assaut du terrorisme international, mais le peuple est confiant dans le fait que la république sera préservée et que la communauté internationale soutiendra l'Afghanistan* ». Cette déclaration du président Ashraf Ghani, lundi 26 juin, au cours de la réunion préparatoire du Conseil conjoint de coordination et de suivi au palais présidentiel, conclut un mois de rencontres diplomatiques, dans un contexte très tendu sur le plan sécuritaire.

Alors que les pourparlers de paix ont repris à Doha, le dernier rapport des Nations Unies révèle en effet que les pertes civiles ont augmenté de 47 % au cours des six derniers mois. Lors de la conférence « Central and South Asia » sur la connectivité en Asie centrale et du Sud les 15 et 16 juillet à Tachkent (Ouzbékistan), le président Ghani a affirmé que le Pakistan n'avait pas rompu ses relations avec les groupes terroristes, ajoutant que plus de 10 000 combattants « djihadistes » étaient entrés en Afghanistan au mois de juin selon les rapports des services de renseignement.

Dans le même temps, le ministre des Affaires étrangères Mohammad Haneef Atmar rencontrait son homologue pakistanais, Shah Mahmood Qureshi. en marge de la quatrième réunion du Groupe de contact sur l'Afghanistan au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai (lire page 2), Le ministre Atmar a insisté sur la coopération pratique entre les pays de la région, en particulier le Pakistan, pour fermer les abris, cesser les sources de financement des talibans, et encourager le groupe à reprendre des pourparlers sérieux et à trouver une solution politique

pour assurer le succès du processus de paix en Afghanistan. Ces rencontres surviennent alors que les ambassadeurs respectifs d'Afghanistan et du Pakistan ont été rappelés dans leurs capitales, après l'enlèvement de la fille de l'ambassadeur afghan à Islamabad.

Au cours de la conférence « Central and South Asia » de Tachkent, les représentants de l'Afghanistan, des États-Unis, de l'Ouzbékistan et du Pakistan ont convenu de créer une nouvelle plateforme diplomatique quadrilatérale axée sur le renforcement de la connectivité régionale. Toujours à Tachkent, le président Ashraf Ghani a rencontré une délégation américaine dirigée par la conseillère adjointe à la sécurité nationale des États-Unis. La délégation américaine a assuré le président Ghani que son pays tiendrait tous les engagements pris en matière de soutien à l'Afghanistan en matière de défense et de sécurité, d'assistance dans les domaines du développement et de l'humanitaire.

Au cours d'une conversation téléphonique, vendredi 23 juillet, le président Ghani et le président Biden ont confirmé le partenariat durable, le soutien diplomatique et économique continu pour le gouvernement afghan et les forces de sécurité ainsi que l'importance de préserver les gains des vingt dernières années. Plus tôt au cours du mois de juillet, M. Biden avait déclaré qu'une reprise de l'Afghanistan par les talibans n'était « pas inévitable », car l'armée afghane est non seulement plus nombreuse que les talibans, mais aussi beaucoup mieux équipée. Il a également affirmé que le récent avertissement de la communauté du renseignement américain selon lequel le gouvernement afghan est sur le point de s'effondrer était « faux ».

Mohammad Haneef Atmar , ministre des Affaires étrangères

« L'avenir de notre pays est déterminé par la libre volonté de notre peuple »



Le ministère des Affaires étrangères d'Afghanistan a publié samedi 25 juillet un communiqué au sujet des exactions des talibans, dans lequel il se félicite des récents rapports de Human Rights Watch et d'autres « sources indépendantes vérifiées qui documentent la violence et les crimes des talibans, et condamne fermement ces crimes répréhensibles ».

Les rapports indiquent que les forces talibanes commettent dans les zones qu'elles contrôlent des crimes impardonnables et passibles de poursuites, notamment des arrestations illégales, des meurtres arbitraires, des tortures de civils, des mariages forcés et des violations des droits humains fondamentaux, en particulier des droits des femmes. Il appelle la communauté internationale, les organismes de défense des droits de l'homme et la Cour pénale internationale (CPI) à coopérer avec le gouvernement afghan pour empêcher les atrocités organisées par les talibans et poursuivre les auteurs de ces crimes.

Le communiqué conclut en soulignant « la nécessité de convoquer une réunion extraordinaire du Conseil des droits de l'homme et d'envoyer une délégation d'enquête.

Dans une interview donnée le 9 juillet à *Foreign Policy*, le ministre afghan des Affaires étrangères dénonçait déjà la campagne de terreur massive lancée par les talibans dans tout le pays. « Plus de 3 500 personnes ont été tuées, dont 30 % de civils mais surtout de militaires, et plus de 200 000 civils ont été déplacés en raison de cette récente flambée de violence des talibans. Tout cela se produit à un moment où le gouvernement doit atteindre la population pour lui fournir des soins de santé de base en raison de la pandémie. »

Interrogé sur la possibilité pour le gouvernement afghan de partager le pouvoir avec les talibans, Mohammad Haneef Atmar répond par l'affirmative en rappelant le plan de paix proposé par le président afghan, avec un gouvernement inclusif, un partage du pouvoir, une période de transition et des élections. « Pour nous, la question la plus importante est que l'avenir de notre pays est déterminé par la libre volonté de notre peuple. Toute proposition que nous mettrons sur la table devra être conforme à ce principe clé, le droit fondamental du peuple afghan. Nous serons flexibles quant aux autres éléments de la proposition. »

Mohammad Haneef Atmar souligne que « le peuple afghan et la communauté internationale se sont mis d'accord sur un état final, à savoir un Afghanistan indépendant, souverain, unifié et pacifique, qui ne soit pas un refuge pour le terrorisme, la drogue ou le crime organisé, un lieu de coopération régionale et internationale, et non de compétition et de rivalité. » Il rappelle que la gouvernance de l'Afghanistan devra être pleinement respectueuse de ses obligations nationales et internationales en matière de droits de l'homme, de participation des femmes et des droits de chaque citoyen de ce pays.

Le ministre adresse une mise en garde à la région et à la communauté internationale : pour lui, il ne s'agira pas seulement d'une guerre civile. Elle aura un effet de contagion et permettra aux réseaux terroristes transnationaux ainsi qu'aux groupes criminels organisés transnationaux de travailler ensemble en symbiose et de menacer les intérêts de la région et de la communauté internationale. Et il conclut : « Avec les États-Unis, notre évaluation de la situation était très similaire. Nous étions d'accord sur le fait que l'accord de paix de Doha n'était pas respecté par les talibans. Nous étions d'accord sur le fait que l'objectif des talibans n'était pas le départ des troupes étrangères mais le retour de leur propre émirat en Afghanistan. »

LES ETATS MEMBRES DE L'OCS PRETS A DEVELOPPER LA COOPERATION AVEC L'AFGHANISTAN

La situation sécuritaire en Afghanistan a dominé la réunion à Dushanbe (Tadjikistan) du groupe de contact Afghanistan-Organisation de coopération de Shanghai (OCS).

Le ministre des Affaires étrangères Mohammad Haneef Atmar participait à la réunion de ses homologues des pays membres (Chine, Kazakhstan, République kirghize, Pakistan, Russie, Tadjikistan et Ouzbékistan) sous statut d'observateur. Il a réitéré l'engagement de l'Afghanistan en faveur d'un règlement politique du conflit, promis de reprendre des négociations sérieuses afin de répondre aux aspirations légitimes du peuple et du gouvernement afghans et de préserver les acquis des deux dernières décennies.



Il faut résoudre la crise afghane par des moyens politiques, ont convenu les participants, prendre des mesures pratiques pour coopérer avec Kaboul, empêcher le pays de devenir un refuge pour les terroristes et renforcer la coopération économique et humanitaire avec lui.

La question de l'adhésion de l'Afghanistan à l'OCS a été abordée, une feuille de route élaborée pour la coopération de l'organisation avec l'Afghanistan dans trois domaines : sécurité, économie, culturel-humanitaire.

Mettre fin à l'effusion de sang

Le ministre afghan a souhaité que tous les pays maintiennent leur consensus pour mettre fin à l'effusion de sang, pour trouver une solution politique et assurer la paix dans le pays déchiré par la guerre. Dans leur communiqué commun, les ministres des Affaires étrangères des Etats membres « confirment qu'ils sont prêts à développer davantage la coopération avec l'Afghanistan dans la lutte contre les défis et les menaces pour la sécurité dans la région, en particulier le terrorisme et la criminalité liée à la drogue sous toutes leurs formes et manifestations. »

Ambassador AZIZI ITW on the France24 channel*"The publicity given to this pull-out had a very negative impact on the morale of our soldiers"*

Ambassador Homayoon AZIZI participated on 8 July in the programme "The debate" on the French channel France24 on the theme "Return of the Taliban: What next for Afghanistan?"

The three other guests of the programme were Leela JACINTO, Senior Editor for France24.com, Wazhma FROGH, Human rights activist (Women and peace studies organisation) and Ali Yawar ADILI, Researcher, Afghanistan Analysts Network.

All four guests agreed that the Taliban refused to engage in a political settlement. For the most part, they were very similar in their views, saying that the Taliban had received a lot of goodwill from the Afghan government, but that it was not their intention to bring these talks to a political solution. *"The Doha process was conducted in such a way that it gave the Taliban too many concessions,"* said Mr ambassador, referring in particular to the release of 5,000 prisoners, for which the Afghan government was presented with a *"fait accompli"*, as well as the signing of the agreements in February 2020, from which Afghans were excluded. Mentioning that the withdrawal of international troops had been carried out at the request of all Afghans, all Americans and all Europeans, he spoke of his dismay at the conditions of the Americans' departure from the Bagram base. *"The publicity that was given to the pull-out had a very negative impact, particularly on the morale of our soldiers."*

He also mentioned the issue of Kabul airport: *"Was the security of the country, of the cities, of Kabul, discussed? No, only the security of the airport... What kind of message was given to our enemies and even to our soldiers?"* Journalist Leela Jocinto agreed: *"Afghan history will remember these events. It is a metaphor for the loss of US prestige"*. In response to the question posed by the moderator of the debate, she added: *"If I were in Joe Biden's shoes, I would have listened to the Pentagon. There were few troops there, I would have stayed"*.

A combination of international militias and Taliban in the north

On the current situation and the advances of the Taliban, particularly in northern Afghanistan, Mr Azizi spoke of the origin of the various terrorist groups which, in his view, came from Central Asia, while pointing out that the rear bases were still in Pakistan, because, unfortunately, Pakistan has not changed its policy, he regretted. Whazhma Frogh, who was speaking from Kunduz, shared his vision of things: the terrorists came from different countries, and it was a combination of international militias and Taliban that the government troops were facing. Afghan troops who, she pointed out, saw the foreign forces leave Afghanistan between May and July, without any transition, taking with them all the equipment that would have allowed Afghan troops to fight more effectively.

According to researcher Yawar Adili, the Taliban's attack in the north is aimed at preventing the resistance from getting organised. He noted that some districts, which in the 1990s had not fallen into Taliban hands, are now under their control. For journalist Leela Jacinto, there is no longer any point in the Taliban plan to "take" Kabul. What the Taliban are trying to present now, she added, is a "peace agreement" to suit them, truncated, caricatured, based on their conquests, on an *"état de fait"* won through terror. Activist Whazhma Frogh recalled the Taliban's abuses in Kunduz, where she is, and derided their claims to respect human rights. *"They are a group of terrorists who have no politics,"* she said. *"The US has given a status to the Taliban who are just a terrorist group destroying our homes, our people"*. She added: *"Why have no sanctions been taken by the US administration and the international community against the Taliban? They have nothing to offer. We should not say a word to them."*

Le groupe d'Amitié France-Afghanistan à l'ambassade

Le groupe d'Amitié France-Afghanistan du Sénat a été reçu à l'ambassade le lundi 5 juillet.

M. l'Ambassadeur Homayoon Azizi remercie vivement M. Jacques Le Nay, président du groupe d'Amitié, Mme Nicole Durantou, vice-présidente, ainsi que MM. Michel Canevet et Thomas Fourquet, pour leur visite, qui aura permis aux deux parties de confirmer leur souhait de voir se resserrer encore les relations franco-afghanes.



'Eïd Qurban, fête sacrée des musulmans

'Eïd Qurban, la « fête de sacrifice », appelée aussi *Eïd el-Kebir* « la grande fête », est la plus sacrée des fêtes musulmanes. Elle a lieu le 10 du mois de *dhou al-hajj*, dernier mois du calendrier musulman et marque la fin du hajj, pèlerinage des musulmans vers la Mecque. Cette fête commémore l'histoire d'Ibrahim (Abraham dans la tradition judéo-chrétienne).

Selon cette histoire, Dieu demande à Ibrahim de sacrifier son fils Ismaël. Il accepte les ordres de son seigneur. Ismaël accepte aussi d'être sacrifié. Il s'allonge, se prosterne, le front collé au sol, pendant que son père place un couteau tranchant contre son cou.

Par miracle (ou grâce à l'intervention de l'ange Gabriel), le couteau refuse de couper et un mouton apparait comme sacrifice alternatif. Ibrahim sacrifie le mouton au lieu de son fils.

L'histoire d'Ibrahim et de son fils marque l'interdiction du sacrifice humain. Au jour de la « grande fête » les musulmans sacrifient un animal et commémorent la foi et la soumission totale d'Ibrahim à Dieu, *la règle du sacrifice*, et créent un moment de vivre ensemble, notamment en partageant la viande de l'animal sacrifié avec les démunis.

Le musulman doit se comporter au mieux avec l'animal, Mahomet ayant dit : « *Certes Allah a prescrit l'excellence dans toute chose. Ainsi lorsque vous tuez, tuez de manière parfaite et si vous égorgez, égorgez de manière parfaite. Que l'un de vous aiguise son couteau et qu'il apaise la bête qu'il égorge* ». La journée est consacrée à la célébration avec la famille, les amis et les proches, et souvent l'on s'habille de nouveaux vêtements et l'on s'offre des cadeaux.



'Eïd des soldats

Considérant la situation actuelle exceptionnelle, où la guerre fait rage dans le pays avec l'avancée des fondamentalistes radicaux, les autorités afghanes, en reconnaissance des sacrifices des Forces de Sécurité nationale afghane (ANDFS), qui se battent pour défendre la liberté et la démocratie, ont décidé d'appeler ces trois jours d'Eïd Qurban "Eid-e-Sarbaz" (l'Eïd des Soldats)

